



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Janvier-février 2014 N° 76

Actualités sur la participation des citoyens

[Au Brésil, les citoyens prennent des décisions sur le budget de leurs villes. Voici ce qui s'est passé](#)

[« Le budget représente votre argent et vous devez le savoir : » Une campagne pour la transparence et la participation budgétaire au Nicaragua.](#)

La technologie apporte les données budgétaires aux citoyens

[Le recours à la technologie pour réduire l'écart relatif aux données budgétaires en Moldavie](#)

Le Forum en ligne cherche à « vaincre la pauvreté »

[Budgets ouverts 2.0 : La bataille pour la responsabilité et la participation](#)

Nouveau forum pour les discussions sur le budget

[Prochainement ! L'IBP démarre les Séries webinaire](#)

Le coin des blogs

[Les derniers messages du blog sur les budgets ouverts](#)

L'IBP remporte l'Oscar de l'honnêteté !

Nous sommes très heureux que [l'infographie de l'Enquête sur le budget ouvert 2012](#) ait remporté le prix de meilleurs effets visuels au cours des [Oscars 2014 de l'honnêteté](#) décernés par ONE et Accountability Lab !

Les Oscars 2014 de l'honnêteté, un événement d'une semaine, récompensent le travail de création révolutionnaire des militants et des organisations qui travaillent pour rendre notre monde plus transparent et tenir nos gouvernements et nos entreprises plus responsables.

Budget national et forums économiques – Principes et options

Les 7-8 février, l'IBP – Kenya a présenté les membres du *Taita Taveta County Budget and Economic Forum* (CBEF). Le CBEF a été créé à la suite de la Loi sur la gestion des finances publiques de 2012 (sur laquelle l'IBP a beaucoup [écrit](#) et en détail), et est conçu pour réunir des représentants du gouvernement et des membres du public dans chaque comté au Kenya dans le but de discuter des plans et des budgets des comtés, et des politiques économiques plus larges. Bien que chaque comté soit tenu de mettre en place un tel forum, dans la pratique, peu l'ont fait, un an après l'avènement de la décentralisation. A Taita Taveta, le gouverneur a nommé les membres du Forum peu après son élection, même si le Forum n'était pas opérationnel en raison de l'absence de compréhension de son mandat et de la nouvelle procédure budgétaire.

L'IBP a été invité à faire une présentation pour lancer les activités du Forum portant sur le cycle budgétaire, les documents budgétaires clés et la culture budgétaire de base, ainsi que les principes de la participation du public. Depuis, le Forum s'est réuni pour discuter du Document de stratégie budgétaire du comté et nous espérons que d'autres réunions se tiendront au cours du processus d'élaboration du budget 2014/15.

Adoptez une approche sociale avec l'IBP



Publications

[Publications de l'IBP](#)

[Autres lectures sur le terrain](#)

Offres d'emploi

[Deux offres d'emploi à l'IBP](#)

Actualités sur la participation des citoyens

Au Brésil, les citoyens prennent des décisions sur le budget de leurs villes Voici ce qui s'est passé, par Brian Wampler, professeur et président du Département de Sciences politiques de l'université d'État de Boise et Mike Touchton, professeur adjoint au Département de Sciences politiques de l'université d'État de Boise

Cet article est un extrait d'un article de blog posté par le Monkey Cage du Washington Post, disponible [ici](#) gratuitement.

Au cours des 20 dernières années, les « institutions participatives » sont de plus en plus nombreuses dans le monde. Ces institutions délèguent le pouvoir de décision directement aux citoyens, souvent au niveau de l'administration locale, et bénéficient d'un large soutien. Les bailleurs de fonds internationaux, comme la Banque mondiale et l'USAID, font la promotion de la participation des citoyens dans l'espoir qu'elle contribuera à rendre les gouvernements plus responsables, à renforcer les réseaux sociaux, à améliorer les services publics et à informer les électeurs. Les élu(e)s soutiennent souvent la participation des citoyens parce qu'elle leur apporte la légitimité dont ils(elles) ont besoin pour modifier les schémas de dépenses, développer de nouveaux programmes, mobiliser les citoyens ou ouvrir les processus les processus opaques d'élaboration des politiques à un contrôle plus strict du public. Les organisations de la société civile et les citoyens approuvent les institutions participatives parce qu'elles ont un accès sans précédent aux lieux d'élaboration des politiques, aux budgets publics et aux responsables gouvernementaux.



Photo : Paolo Massa, Flickr

Mais dans la pratique, les institutions participatives parviennent-elles à atteindre tout ou partie de ces résultats positifs ? Dans une [nouvelle étude](#) sur les institutions participatives au Brésil, nous constatons que ces résultats sont atteints. Plus précisément, nous remarquons que les municipalités qui ont des programmes participatifs améliorent véritablement la vie de leurs citoyens.

Le Brésil est un innovateur de premier plan dans les institutions participatives. Les administrations municipales brésiliennes peuvent décider d'adopter volontairement un programme connu sous le nom de budgétisation participative (BP), qui engage directement les citoyens dans les réunions publiques où ils peuvent décider comment allouer les fonds publics. Les montants de financement peuvent

représenter jusqu'à 100 pour cent de tous les nouveaux projets de dépenses en capital et se représentent généralement entre cinq et 15 pour cent du budget total de la municipalité. Même si ces chiffres ne sont pas suffisants pour changer radicalement la façon dont les villes dépensent des ressources limitées, ils sont suffisants pour générer un changement significatif. Par exemple, les villes brésiliennes de Belo Horizonte et Porto Alegre ont chacune dépensé des centaines de millions de dollars américains au cours des deux dernières décennies sur des projets sélectionnés par les citoyens. En outre, de nombreux programmes de BP ont un impact considérable parce qu'ils concentrent les ressources sur les régions qui ont des revenus plus faibles et des services publics moins nombreux.

Entre 1990 et 2008, plus de 120 des 250 plus grandes villes du Brésil ont adopté la BP. Afin d'en évaluer son impact, nous avons comparé le nombre de villes qui ont adopté la BP au cours de chaque mandat municipal aux autres villes, et nous avons pris en considération une série d'autres facteurs pouvant distinguer ces deux groupes de villes.

Les résultats sont prometteurs. Dans les municipalités ayant adopté la BP, les dépenses dans l'éducation et l'assainissement ont augmenté et la mortalité infantile a diminué. Dans les villes sans BP, nous estimons que les niveaux de mortalité infantile sont similaires à la moyenne observée au Brésil. Pourtant, la mortalité infantile baisse de près de 20 pour cent dans les municipalités qui utilisent la BP depuis au moins huit ans. Les preuves existantes suggèrent fortement que les investissements dans ces programmes donnent des résultats remarquables.

L'influence de la budgétisation participative s'accroît lorsque le maire est issu du Parti des travailleurs, parti au pouvoir depuis 2003 au Brésil. Le parti a investi massivement dans la promotion de la participation directe des citoyens dans les nouveaux mécanismes démocratiques. Cette situation met en valeur la façon dont les programmes prospèrent lorsque les élus s'engagent à mettre en place des institutions participatives.

Nos résultats montrent également que l'influence de la BP se renforce au fil du temps et que son impact croissant incite les gouvernements, les citoyens et les organisations de la société civile à bâtir de nouvelles institutions qui produisent de meilleures formes de gouvernance. Les délibérations publiques sur les priorités de dépenses permettent à ces gouvernements municipaux d'être plus transparents, diminuant ainsi la corruption. C'est pourquoi les changements des schémas de dépenses concernant les nouveaux projets d'immobilisations produisent non seulement des améliorations temporaires, mais également un changement durable réel.

La budgétisation participative a non seulement gagné du terrain et produit des résultats positifs au Brésil, mais elle est également appliquée dans d'autres parties du monde. [Des messages récents sur le Blog des budgets ouverts](#) de l'International Budget Partnership (IBP) ont rapporté que les initiatives de BP au Pérou ont amélioré l'optimisme des citoyens, sachant que des projets ont été approuvés pendant le processus de BP et sont en phase de mise en œuvre, et qu'un [projet pilote](#) émanant de la société civile au Kenya est en cours d'amélioration. Il faisait partie d'un plan gouvernemental antérieur prévoyant d'améliorer la participation du public dans la surveillance et la mise en œuvre des prestations de services. En outre, un [article](#) paru dans un précédent numéro du bulletin électronique de l'IBP mettait l'accent sur la BP dans le monde et montrait que ce processus de plus en plus populaire pouvait être utilisé avec succès dans un certain nombre de contextes nationaux différents.

Les efforts des partis politiques, des mouvements sociaux et des organisations internationales pour promouvoir la participation directe des citoyens dans les instances décisionnaires sont justifiés. Les programmes participatifs ne produiront pas nécessairement un changement fondamental à court terme, mais ils représentent une composante essentielle pour renforcer les institutions et améliorer la qualité de vie des citoyens.

« Le budget représente votre argent et vous devez le savoir : » Une campagne pour la transparence et la participation budgétaires au Nicaragua, par Claudia García Rocha, coordinatrice de programme, Institute of Strategic Studies and Public Policy

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) de l'IBP est l'évaluation biannuelle de la transparence, la participation et la responsabilité budgétaires dans les pays à travers le monde. L'Enquête de l'IBP utilise un sous-ensemble de questions qui évaluent la quantité d'informations budgétaires mises à la disposition du public par le gouvernement pour calculer l'Indice sur le budget ouvert (IBO), qui donne à chaque pays évalué un score compris entre 0 et 100. Les résultats de l'EBO 2012 montrent que le Nicaragua a amélioré le score de l'IBO, gagnant cinq points par rapport à 2010 pour atteindre 42 en 2012. Bien que ce score indique que le Nicaragua a apporté des améliorations, le plaidoyer budgétaire en est encore à ses

balbutiements dans le pays. Il existe en outre de nombreux obstacles à la réalisation de la transparence budgétaire, y compris ceux qui concernent :

- la participation des citoyens sur l'utilisation des ressources publiques ;
- la sensibilisation du public dans les questions budgétaires ; et
- le fait d'expliquer pourquoi le budget est important et comment il peut changer la vie de chacun.

En réponse à ces défis et dans un contexte politique difficile, en novembre 2013 [l'Institute of Strategic Studies and Public Policy](#), un groupe de la société civile au Nicaragua qui se consacre et plaide en faveur de l'amélioration et la participation des citoyens dans les affaires publiques, a lancé la campagne « Le budget représente votre argent et vous devez le savoir. » La campagne vise à sensibiliser et à faire comprendre au public ce qu'est le budget national. Le slogan rappelle aux citoyens que le budget est composé de leur argent et les invite à être responsables quant à savoir comment les ressources publiques sont dépensées, en particulier les besoins de base essentiels comme les soins de santé, l'éducation, la sécurité publique, l'eau et les infrastructures routières. Le message de la campagne a été annoncé dans les transports publics, à la télévision, la radio et dans des plateformes en ligne.



Pour soutenir la campagne, l'Institut a lancé le site web [Our Budget](#), qui est un portail en ligne apportant aux citoyens des données budgétaires. Le site, conçu selon un format de données ouvertes et soutenu par *l'Open Knowledge Foundation*, fournit des informations budgétaires par fonction pour la période 2010-2014, ainsi que des informations sur les marchés publics par type (par exemple, les biens, les travaux publics et les services de conseil).

Préalablement au lancement de la campagne, une série d'ateliers destinés aux médias et aux membres des organisations de la société civile a eu lieu pour discuter et clarifier la définition de la transparence budgétaire et de ses implications. Les thèmes abordés comprenaient une discussion sur les normes internationales, les huit documents budgétaires clés que les gouvernements doivent publier et rendre accessibles au public, et les résultats de l'EBO 2012. Pour consulter les entretiens avec les participants (en espagnol), veuillez cliquer [ici](#). L'IBP a contribué à la conception et à l'organisation du premier de ces ateliers.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre du Projet de transparence budgétaire, financé par l'USAID à travers *Global Communities*, une organisation à but non lucratif qui vise à apporter des changements durables pour améliorer la vie des personnes vulnérables. La première phase du projet vise à améliorer la compréhension de la société civile nicaraguayenne de la bonne gouvernance et à accroître la participation des citoyens dans le suivi des dépenses des ressources publiques. Ces activités seront développées et renforcées au cours de l'année 2014-2015 et seront conformes au travail des législateurs qui ont manifesté leur intérêt pour introduire un projet de réforme de la Loi 550 (Loi sur la gestion des finances publiques et le système budgétaire). Les réformes comprennent la publication obligatoire du Budget des citoyens et de la Revue de milieu d'année, deux des huit documents budgétaires clés.

La technologie apporte les données budgétaires aux citoyens

Le recours à la technologie pour réduire l'écart relatif à l'information budgétaire en Moldavie, par Victoria Vlad, économiste, Secteur public : Économie, gestion et finance, Expert-Grup

En 2011, le gouvernement moldave a ouvert des millions de lignes de données sur les dépenses du gouvernement au public, mais ces informations n'ont pas été consultées car la majorité des citoyens ignoraient comment interpréter de telles quantités de données. Les données brutes sont principalement

utilisées par les experts et les décideurs au cours de leurs travaux de recherche, alors que la plupart des membres du public ignorent les avantages directs des données ouvertes et comment elles affectent leur vie quotidienne. Expert-Grup, un groupe de réflexion indépendant basé à Chisinau, a décidé de lancer un projet qui permettrait aux citoyens d'avoir plus facilement accès aux données et de mieux comprendre le budget et le processus budgétaire.

Avec le soutien des fondations Soros en Moldavie et Open Society, l'équipe d'Expert-Grup a lancé le site BudgetStories.md en février 2013 pour présenter des visualisations de plusieurs des plus grands secteurs de dépenses publiques, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture et l'administration publique. Le projet vise à accroître la compréhension du fonctionnement du processus budgétaire et à faciliter la participation des parties intéressées à différents points d'entrée dans le cycle budgétaire. L'équipe a utilisé des documents cartographiés pour créer un module interactif appelé le [Calendrier budgétaire](#), pour définir l'indice de la transparence budgétaire en Moldavie après avoir mené un projet pilote utilisant la méthodologie de l'Indice sur le budget ouvert de l'International Budget Partnership. Ce système classe les pays en fonction de scores comparatifs de transparence calculés à partir des questions sur la quantité d'informations budgétaires que le gouvernement met à la disposition du public et issues de l'Enquête sur le budget ouvert. L'Enquête est une évaluation de la transparence, la participation et la responsabilité budgétaires dans de nombreux pays dans le monde. Le calendrier illustre l'intégralité du processus budgétaire et permet aux utilisateurs de naviguer à travers le cycle budgétaire et de vérifier si les documents ont été publiés en temps opportun.

Une des infographies les plus populaires sur le site web présente les dépenses publiques dans le secteur de l'éducation. Quarante pour cent des Moldaves estiment que le pays possède un bon système d'éducation. Pourtant, le cycle le plus récent de l'évaluation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves, (une évaluation internationale qui mesure la performance des élèves âgés de 15 ans en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences) place le pays à la fin des classements internationaux. En outre, entre 2005 et 2012, le nombre d'élèves inscrits a diminué de 29,2 pour cent tandis que 157 écoles avaient fermé, soit une réduction de 10,2 pour cent. Le gouvernement avait engagé un processus d'optimisation de la scolarité (qui vise à fermer les écoles avec peu d'élèves et des coûts de fonctionnement élevés) en 2008, lorsque le taux de fermeture des écoles s'élevait à 19 par an. En 2012, 63 écoles ont fermé, le nombre le plus élevé depuis le début du processus de réforme. La mesure a été très impopulaire puisque les parents et les autres acteurs de l'éducation n'avaient pas été correctement informés de la situation.

Pour tenter de combler ce manque d'information, l'équipe d'Expert-Grup a créé trois séries d'infographies mettant l'accent sur la façon dont l'argent public est dépensé dans le secteur de l'éducation, et sur le type de résultats atteints. L'infographie d'Expert-Grup intitulée « Nous payons pour des écoles vides » montre que malgré la baisse du nombre d'élèves, les dépenses continuent de croître. Elle montre également que malgré des dépenses d'environ huit pour cent de son produit intérieur brut annuel sur le secteur de l'éducation, la performance de la Moldavie n'est pas comparable à celle des autres pays. Ces informations permettent aux parents et aux autres citoyens de faire pression sur le gouvernement pour l'inciter à prendre des mesures visant à améliorer ces résultats.



Pour développer ce travail, Expert-Grup démarrera un projet conjoint avec la Banque mondiale afin d'améliorer la circulation de l'information du gouvernement vers les citoyens. L'objectif est de créer un environnement où les citoyens disposent des informations dont ils ont besoin pour tenir le gouvernement responsable de ses actes, et où le gouvernement utilise la participation des citoyens dans l'élaboration de ses politiques.

Expert-Grup poursuivra ses travaux pour clarifier la façon dont l'argent public est dépensé dans les différents secteurs de l'économie, et créer une demande pour des données de qualité et des dépenses plus

efficaces. Le site web et les infographies devraient prochainement être plus interactifs. L'enjeu consiste à veiller que l'argent des contribuables soit dépensé de manière efficace. Grâce à ce type de travail, la responsabilité des décideurs politiques peut être plus élevée et, dans le même temps, les citoyens sont plus susceptibles d'être motivés et de participer plus activement aux consultations sur la façon dont les ressources budgétaires sont affectées.

Un Forum en ligne cherche à « vaincre la pauvreté »

Budgets ouverts 2.0 : La bataille pour la responsabilité et la participation, par Jay Colburn, International Budget Partnership

Lutter contre la pauvreté, une plateforme de discussion en ligne mise au point par la Banque mondiale, a récemment animé une [discussion](#) sur les moyens novateurs d'utiliser les données sur le budget ouvert pour améliorer la responsabilité du gouvernement et la prestation de services en faveur des pauvres. Un certain nombre d'experts et de personnes impliqués et s'intéressant aux budgets ouverts ont participé à la discussion.

L'échange a commencé en posant une question simple : quels sont les critères qui déterminent la transparence budgétaire d'un pays ? Voici certaines suggestions :

- la couverture (combien de documents budgétaires un gouvernement publie-t-il sur une base régulière ?) ;
- l'exhaustivité (le niveau d'informations détaillées contenues dans les documents budgétaires) ;
- la rapidité (assurer des délais appropriés pour discuter et débattre, ainsi que la participation des différents acteurs) ;
- l'accès (les moyens par lesquels les données budgétaires sont publiées) ;
- l'utilité (un format convivial et compréhensible) ; et
- la participation (les mécanismes utilisés pour recueillir les observations des citoyens et les intégrer dans les propositions budgétaires et leur mise en œuvre).

De nombreux participants ont déclaré que la participation du public était cruciale dans la planification du budget et les dépenses gouvernement pour avoir des budgets transparents et responsables. La participation du public peut prendre plusieurs formes, qu'il s'agisse de la budgétisation participative ou des audiences publiques au Parlement. La participation des individus et de la société civile peut apporter au gouvernement des informations précieuses sur les infrastructures et les services qui sont les plus nécessaires, et peuvent jouer un rôle dans la surveillance par le biais de mécanismes d'audit. En outre, des médias engagés, informés et compétents peuvent jouer un rôle important dans la simplification des informations budgétaires complexe à des fins de vulgarisation. Un certain nombre [d'études de cas](#) et [d'exemples](#) ont été partagés qui montrent comment les campagnes de la société civile ont mobilisé les communautés et utilisé le suivi et l'analyse budgétaire pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils obtiennent des résultats plus équitables.

Des éléments probants issus [d'une série de nouvelles études de cas](#) ont également été publiés par l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (un réseau multi-acteurs qui se consacre à la promotion des normes mondiales en matière de transparence budgétaire que l'IBP soutient fortement). Ces études mettent l'accent sur les pratiques novatrices en matière de participation, de transparence et de responsabilisation budgétaires. Le soutien politique, la capacité de l'État et une société civile forte sont des facteurs clés qui façonnent l'environnement propice à la participation du public. Les partenariats entre les citoyens, la société civile, les médias et même des représentants du gouvernement peuvent également renforcer les efforts de promotion de la responsabilité et de la participation budgétaires, qui seraient autrement non coordonnés. Un exemple d'un tel partenariat est le [Code pour l'Afrique](#), qui soutient des projets dans l'ensemble de l'Afrique en partenariat avec d'autres organisations pour aider à rendre les données accessibles aux citoyens.

Parmi les discussions enrichissantes sur la transparence, la participation et la responsabilisation budgétaire, un consensus semblait se dessiner indiquant que la bataille idéologique relative à la nécessité de la transparence budgétaire avait d'ores et déjà été remportée. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire sur la qualité et la disponibilité des données budgétaires, ainsi que sur la participation au processus budgétaire. Les intervenants ont exprimé le besoin d'une deuxième génération de budgets ouverts, dans laquelle les données budgétaires sont disponibles lorsque nécessaire et dans des formes qui les rendent utiles. Dans le cadre de la prochaine génération de budgets ouverts, une acceptation générale des principes et des bonnes pratiques en matière de responsabilité et de participation dans les discussions mondiales sur la gestion des finances publiques est nécessaire. Une telle révolution des mentalités nécessitera un changement culturel majeur pour les gouvernements et les autres afin de reconnaître la valeur de la participation du public et de la surveillance sociale comme un élément clé de l'élaboration des politiques. Tout au long du forum, cependant, il a été clairement précisé que la société civile et les autres parties prenantes ont déjà commencé ce travail de transparence budgétaire pour améliorer la responsabilisation et la participation afin de réduire la pauvreté.

Nouveau forum pour les discussions sur le budget

Prochainement ! L'IBP démarre les Séries webinaire

L'IBP a le plaisir d'annoncer le lancement de webinaires visant à fournir un espace aux discussions en direct sur les questions budgétaires. Les webinaires complèteront et mettront en évidence le contenu du bulletin électronique, des publications, du blog sur les budgets ouverts de l'IBP, et bien plus encore. Les webinaires viseront également à promouvoir l'apprentissage horizontal et à renforcer la communauté des chercheurs et des militants dédiés à la surveillance des budgets publics.

Les thèmes et les dates des webinaires seront annoncés sur notre [site web](#) ainsi que les instructions sur le mode d'inscription. Consultez cet espace pour plus d'informations



Lu dans le blog sur les budgets ouverts

[Le Budget des citoyens en Tunisie : Un pas de plus vers le « Budget ouvert »](#) : Au mois de décembre 2013, le gouvernement tunisien a publié son premier des citoyens. Cette étape importante représente des progrès significatifs vers la promotion de la transparence budgétaire et souligne la direction positive que le ministère des Finances prend vers la transparence budgétaire.

[Les Fonds de développement des collectivités sont un vaste malentendu](#) : Les Fonds de développement des collectivités (FDC) sont les modalités de financement dans lesquels circulent des fonds fournis par le gouvernement central directement aux législateurs pour des projets d'infrastructure locaux. Ils sont souvent critiqués par des OSC chargées du suivi budgétaire. Se pourrait-il que les FDC fassent l'objet d'un malentendu ?

[Enseignements tirés de l'analyse des budgets consacrés à l'eau et l'assainissement au Pakistan](#) : Pour mieux comprendre comment sont décidées les allocations et les dépenses sur l'eau et l'assainissement, deux OSC ont effectué une analyse du budget dans la province de Khyber Pakhtunkhwa au Pakistan. Voici ce qu'elles ont découvert.

Publications

Publications de l'IBP

L'IBP a récemment ajouté diverses nouvelles publications à la [bibliothèque en ligne](#) !

- [Are New PFM Reforms in the WAEMU and the CEMAC Working? Lessons from the Open Budget Survey](#)
- [Turning Children's Rights Into Children's Realities](#)

Lectures complémentaires du terrain – Une couverture adaptée des questions budgétaires et de la participation de la société civile dans les budgets publics par des universités et des revues professionnelles

Dans l'article « [Informal Institutions and Horizontal Accountability: Protocols in the Chilean Budgetary Process](#), » Ignacio Arana Araya affirme que les protocoles d'accord sur les questions budgétaires signés chaque année entre les corps législatif et exécutif du gouvernement chilien représentent une institution informelle qui régule le processus budgétaire chilien. Ces protocoles accordent au Congrès chilien un rôle beaucoup plus important dans la budgétisation que ne l'autorise la Constitution de 1980.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a lancé une consultation initiale sur son « [Projet de principes de gouvernance budgétaire](#) » au mois de novembre 2013. Le projet de principes s'appuie sur une réflexion issue de plus d'une décennie de travail menée par le Groupe de travail des hauts fonctionnaires spécialistes du budget (OCDE) et la communauté budgétaire internationale. Le projet donne un aperçu des meilleures pratiques de gouvernance budgétaire en plaçant l'accent sur les défis posés par les crises financières mondiales. L'objectif de l'OCDE est de donner des conseils pratiques pour la conception, la mise en œuvre et l'amélioration des systèmes budgétaires.

Michelle Anna Ruesch et Mandy Wagner mettent en évidence les caractéristiques distinctes de la budgétisation participative (BP) en Allemagne dans le chapitre, « [Participatory Budgeting in Germany: Citizens as Consultants](#), » tiré du manuel *Esperanza Democrática*. Ruesch et Wagner comparent la différence marquée entre 15 années de pratiques de BP en Allemagne et le célèbre modèle de BP créé à Porto Alegre et mis en place au Brésil. Elles affirment qu'en Allemagne, le processus de BP adopte une approche consultative, dans laquelle le public joue un rôle consultatif, par rapport à d'autres modèles nationaux où le public prend des décisions réelles sur le budget.

Dans « [Improving Social Well-Being Through New Democratic Institutions](#), » Michael Touchton et Brian Wampler s'appuient sur des données issues des plus grandes villes du Brésil au cours des deux dernières décennies pour déterminer si l'adoption de la BP a une influence sur le bien-être social. Leur analyse conclut que les programmes de BP à long terme sont fortement associés à une augmentation des dépenses consacrées à la santé et à l'assainissement, et à la réduction des taux de mortalité infantile. Ils affirment également que les processus de BP encouragent une plus grande participation du public, entraînant la création de plusieurs groupes de la société civile.

Offres d'emploi

Deux offres d'emploi à l'IBP

- [Responsable de programme \(Afrique du Sud\) – Programme « Catalyst »](#) : L'IBP recherche une responsable de programme pour rejoindre l'équipe du programme « Catalyst ». Le responsable du programme sera chargé de représenter l'IBP et de gérer l'initiative « Catalyst » en Afrique du Sud.
- [Spécialiste des comptes fournisseurs et de la paie à l'IBP](#) : L'IBP recherche un/e spécialiste des comptes fournisseurs et de la paie qui sera chargé/e du traitement des décaissements ainsi que de la préparation et de la gestion de la paie.